I- Evolution de droit du travail en Algérie (Rappel)

La loi sur le droit du travail en Algérie reste relativement contemporaine. Bien que ses origines remontent à la période coloniale, lorsque le code du travail français concernait les travailleurs algériens qui ont existé même après l'indépendance, ce qui a retardé le développement de la loi nationale du travail en Algérie. Toutefois, le retard dans l'apparition du Code du travail en Algérie n'a pas ralenti son développement à nos jours.

1. Avant l'indépendance (1962) :

Cette étape est résumée dans le tableau suivant :

Période	Contexte	Événements marquants
<u>1^{ère} période :</u> 1900 - 1947	<ul style="list-style-type: none"> ° Application de la législation française du travail en Algérie, avec quelques adaptations. ° 1947 : Promulgation de la loi portant statut organique de l'Algérie, consacrant une déconcentration des pouvoirs entre la France coloniale et l'Algérie. 	<ul style="list-style-type: none"> 19 janvier 1915 : Décret rendant exécutoires en Algérie les dispositions du Livre I du code français du travail et de la prévoyance sociale. 15 janvier 1921 : Décret n°192 appliquant à l'Algérie le Livre II du code français du travail et de la prévoyance sociale, sous certaines réserves.
<u>2^{ème} période</u> 1947 - 1962	<p style="text-align: center;"><u>Phase 1 : 1947 - 1956</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ° L'Algérie reste sous contrôle colonial. ° Déclenchement de la Révolution algérienne en 1954 	<ul style="list-style-type: none"> ° Dissolution de l'Assemblée algérienne en 1956.
	<p style="text-align: center;"><u>Phase 2 : 1956 - 1962</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ° Intensification de la Révolution algérienne. 	<ul style="list-style-type: none"> ° Mobilisation des ouvriers algériens pour soutenir la cause nationale. ° La lutte pour l'indépendance prend une double dimension : sociale et politique.

2. Après l'indépendance (1962) :

1. Juste après l'indépendance (1962)

- Législation héritée de la France :
 - Promulgation d'une loi étendant les lois françaises du travail, sauf celles contraires à la souveraineté nationale (valable jusqu'au 5 juillet 1975).
 - Reconduction de la législation antérieure, sauf pour les dispositions :
 - Contraires à la souveraineté nationale.
 - D'inspiration coloniale ou discriminatoire.
- Création d'organismes clés :
 - Mise en place de l'Office National de la Main-d'Œuvre (ONAMO) pour gérer l'emploi.
- Engagement international :
 - Ratification de conventions internationales, formant la base des futures lois sociales et du droit du travail algérien.

2. Les premières tentatives d'amélioration concernaient les points essentiels suivants :

- Les conditions de travail.
- La révision progressive du système de rémunération ;
- La restructuration et la réorganisation du système de sécurité sociale ;
- La création de la Caisse nationale de sécurité sociale en 1964 ;
- Réforme de l'administration du travail et celle de la fonction publique par la révision de l'organisation de l'administration du ministère chargé du travail en adaptant son fonctionnement aux nouvelles exigences du monde du travail ;
- Adoption d'un texte fondateur portant statut général de la Fonction publique,
- Veil à **l'application de la législation et de la réglementation du travail** dans toutes les entreprises quel qu'en soit l'objet ou la forme juridique, à l'exception de celles dont le personnel est soumis au statut général de la Fonction publique.
- Réorganisation de **l'Inspection du travail** en unifiant des corps de contrôle dans le domaine de la législation et la réglementation du travail, devenus sous la tutelle exclusive du ministère du Travail et le corps de l'inspection du travail et de la main-d'œuvre nommé désormais Inspection du travail.

3. Le système de planification :

Les années 1970 ont marqué le lancement d'un processus visant à établir les fondements matériels du socialisme en Algérie, porté par les principes de la Révolution agraire et la Charte de l'organisation socialiste des entreprises. Ce projet s'appuyait sur un système de planification centralisée, dans lequel le pays s'est pleinement engagé.

L'année 1971 a été particulièrement significative avec l'instauration de la Gestion Socialiste des Entreprises (GSE) et le démarrage de la Révolution agraire, reflétant une vision politique et économique spécifique à l'Algérie. Ces réformes, officialisées par l'ordonnance n° 71-74 du 16 novembre 1971, visaient à structurer le travail selon une logique intégrée à un projet sociopolitique global.

Parallèlement, le secteur privé, intégré dans ce nouveau cadre social, a été soumis à une réglementation visant à encadrer les relations individuelles et collectives de travail. Cette régulation concernait aussi la gestion de l'emploi, la formation professionnelle, la rémunération des travailleurs et les conditions de travail en général.

La rupture avec l'héritage juridique colonial était une volonté affichée par l'Algérie et s'est affirmé dans un rapport sur les objectifs du plan quadriennal. Ce dernier déclarait la mise au point d'un code du travail algérien à caractère « authentiquement national ».

Divers organismes spécialisés ont été créés dans ce contexte et qui répondaient à des besoins bien précis. L'Institut National d'Hygiène et de Sécurité (INHS), par exemple, avait pour mission la réalisation des études scientifiques et techniques, la centralisation et la diffusion des informations sur l'hygiène et la sécurité au travail, et l'encouragement de la recherche. L'INHS avait un rôle crucial dans l'homologation des équipements et des substances dangereuses, la sensibilisation à la prévention des risques professionnels et la formation à l'hygiène et à la sécurité au travail.

L'Organisme National Regroupant Tous les Services Inter-Entreprises de Médecine du Travail (ONIMET) est venu renforcer ce dispositif en 1974. Il a été conçu pour assurer la coordination et l'amélioration des services de médecine du travail au sein des entreprises.

4. Droit du travail dans les relations de travail 1989 :

Plusieurs nouvelles lois ont été adoptées en application des dispositions de la Constitution du 23 février 1989. Ces nouvelles lois mettaient l'accent sur le caractère contractuel des relations de travail, opposant ainsi l'approche organisationnelle des précédentes lois et qui se résument comme suit :

- Une loi relative au règlement des conflits collectifs dans l'emploi et à l'exercice du droit de grève, conformément à l'article 54 de la Constitution.
- Une loi concernant le règlement des différends individuels.
- Une loi sur les relations de travail.
- Une loi établissant le principe du syndicalisme.

Pour résumer, l'évolution du droit et des relations de travail en Algérie a été marquée par plusieurs étapes, de l'application des textes français pendant la période coloniale à l'adoption des lois nationales après l'indépendance de l'Algérie en 1962. La période post-indépendance a connu la reconduction de certaines lois françaises, tout en négligeant celles qui touchent à la

souveraineté nationale du pays. De plus, des réformes remarquables ont été menées pour l'amélioration des conditions de travail, la réorganisation du système de sécurité sociale et l'adaptation de l'administration du travail aux nouvelles exigences. Aussi, un système de planification centralisée et des réformes socialistes ont été introduites dans les années 1970. Ce système visait à structurer le travail dans un cadre sociopolitique plus général. En dernier lieu, la Constitution de 1989 a marqué un tournant vers des relations de travail plus contractuelles, l'adoption de nouvelles lois sur les conflits individuels et les conflits collectifs, , les relations de travail et le travail syndical. Ces évolutions reflètent alors la volonté de l'Algérie de développer un cadre juridique du travail purement national adapté à ses propres exigences socio-économiques.